

Notre-Dame-des-Landes : une opération d'évacuation de squatteurs opposants est en cours

vendredi 23 novembre 2012, par [Le Monde.fr](http://LeMonde.fr) (Date de rédaction antérieure : 23 octobre 2012).

Quelque 500 gendarmes menaient vendredi matin depuis l'aube une « importante opération » d'évacuation de squatteurs opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en Loire-Atlantique, a annoncé le ministère de l'intérieur. Selon un opposant joint au téléphone, « ça attaque de partout ».

« Une importante opération est actuellement menée en plusieurs points sur la zone d'implantation de l'aéroport du grand-ouest à Notre-dame des Landes en Loire-Atlantique », a déclaré le porte-parole du ministère de l'intérieur, Pierre-Henry Brandet, présent sur place. « Cette opération vise à évacuer trois sites occupés illégalement : le Rosier, la Lande de Rohanne et la Châtaigneraie », a-t-il détaillé.

« Cette opération consiste à empêcher la reconstitution d'un camp retranché. Il s'agissait de ne pas laisser fortifier ce genre de camp », a déclaré le préfet, Christian de Lavernée.

« QUARANTE MINUTES POUR PARTIR »

Les forces de l'ordre « sont partout au niveau du Rosier, où ils ont dit aux gens qu'ils avaient quarante minutes pour partir », a expliqué Christelle, une opposante habitant la « zone d'aménagement différé » (ZAD) de l'aéroport. « Mais ils sont aussi au niveau des nouvelles constructions, où pourtant ils auraient dû faire une procédure juridique avant d'intervenir car elles n'étaient pas sur une parcelle expulsable », a-t-elle assuré.

« On a tous été pris par surprise », a témoigné Jérôme, un autre occupant de la ZAD, affirmant que les gendarmes étaient intervenus dès le début avec des lacrymogènes au pied des cabanes construites dans les arbres de la forêt. « Mais il y a encore beaucoup de gens dans les arbres, ils (les gendarmes) vont devoir intervenir en hauteur », a ajouté Jérôme.

Depuis des mois, des opposants au projet se sont installés sur le site du futur aéroport, déterminés à y rester. La ferme du Rosier est entourée d'importantes barricades et de tracteurs massés autour. La Châtaignerie et la Lande de Rohanne sont les lieux où les opposants avaient collectivement construit de nouvelles habitations le 17 novembre lors d'une réunion ayant réuni entre 13 500 (selon la police) et 40 000 manifestants selon les organisateurs.

« FAIRE RESPECTER LA LOI »

« Plus de 500 gendarmes sont ainsi mobilisés afin de permettre à Aéroport du Grand-Ouest de prendre ou reprendre possession des lieux et d'engager immédiatement des travaux de 'déconstruction' » des squats, « partout où cela sera légalement possible », a indiqué Pierre-Henry

Brandet. Il a également expliqué que serait menée « la saisie et l'évacuation des matériaux, outils et matériels de chantier ».

Le porte-parole a insisté sur « *la détermination du ministère de l'intérieur de faire respecter la loi et les décisions de justice, de prévenir les troubles à l'ordre public, et d'empêcher l'installation d'un camp pouvant servir de base de soutien aux opposants les plus radicaux, pour mener des actes de sabotage et des actions violentes sur le chantier de l'aéroport* ». L'aéroport de Notre-Dame-des-Landes doit remplacer celui de Nantes en 2017 et les premiers défrichements doivent débiter en janvier 2013.

Cette évacuation est « *parfaitement légitime* », pour le chef du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux. « *C'est le devoir de l'Etat de faire appliquer les décisions de la justice qui a rejeté tous les recours intentés par les opposants à ce projet* », a-t-il indiqué dans un communiqué.

JOSÉ BOVÉ APPELLE À LA MOBILISATION

« *On ne peut être qu'à la fois accablé et révolté par l'attitude du gouvernement, parce qu'il répond par la force* » après une manifestation « *qui a rassemblé 40 000 personnes pacifiques non violentes* », a réagi le député écologiste Noël Mamère sur l'antenne de BFM-TV.

Quelques heures après le début de l'opération, José Bové a, lui, réclamé à l'Etat la mise en place d'une médiation : « *J'appelle à la mobilisation et je relance un appel solennel au président de la République, M. François Hollande, pour qu'on mette en place une médiation pour remettre l'ensemble du dossier à plat* ». « *On appelle les gens à se mobiliser à la fois à Notre-Dame-des-Landes et aussi partout en France où c'est possible* », a ajouté le militant écologiste depuis le plateau du Larzac.

Le porte-parole national d'Europe Ecologie-Les Verts, Jean-Philippe Magnen, a jugé vendredi « *désolant* » le recours aux forces de l'ordre pour évacuer les squatteurs. « *C'est la réponse à la mobilisation citoyenne de samedi dernier. M. Hollande a invoqué la force du droit mais c'est la force qui répond* », a-t-il estimé.

* *Le Monde.fr avec AFP* | 23.11.2012 à 07h01 • Mis à jour le 23.11.2012 à 12h03.

Notre-Dame-des-Landes : la « détermination du gouvernement » est « totale », déclare Valls

La « *détermination du gouvernement* » à porter le projet du futur aéroport à Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes, et à « *faire respecter la loi* », est « *totale* », a affirmé le ministre de l'intérieur Manuel Valls, lundi lors d'un déplacement à Saint-Nazaire, deux jours après une manifestation qui a rassemblé des milliers d'opposants sur place.

Interrogé sur un éventuel recours aux forces de l'ordre pour évacuer les opposants qui se sont réinstallés sur place, le ministre de l'intérieur a répondu « *bien évidemment, force doit rester à la loi* ». Il intervenait en marge d'une cérémonie d'hommage au centre de secours de Saint-Nazaire à un sapeur-pompier décédé en intervention le 13 novembre au large de Pornichet, en Loire-Atlantique. « *L'Etat sera ferme et il y aura en temps utile, comme le préfet de région l'a rappelé, des*

évacuations parce que nous devons être déterminés », a-t-il ajouté concernant l'aéroport.

Samedi une manifestation des opposants à l'aéroport a rassemblé entre 40 000 personnes selon les organisateurs, et 13 000 personnes selon la police, parmi lesquelles de nombreux leaders politiques du MoDem, d'EELV et du Parti de gauche. Depuis octobre des affrontements opposent les adversaires à la construction du futur aéroport Grand Ouest à Notre-Dame-des-Landes, dont les travaux doivent commencer en 2013 pour une livraison en 2017, aux forces de l'ordre, qui tentent de déloger du site des squatteurs installés pour certains depuis trois ans sur place.

** Le Monde.fr avec AFP | 19.11.2012 à 13h34.*
